attac 17

43

édito - janvier 2012

2012…..fin ou commencement ?

Attac 17 présente ses meilleurs vœux à tous pour cette nouvelle année qui sera une année lourde de conséquences pour tous les citoyens. Cette année d'élections sera aussi celle de la dette publique. Celle-ci va faire peser sur chacun d'entre nous les premières conséquences des plans d'austérité programmés.

Alors que la pauvreté augmente partout (même en Allemagne !), que les inégalités se creusent (voir le rapport de l'OCDE : indice de Gini par pays), que la transition énergétique est repoussée, la seule idée politique qui compte serait celle de " rassurer les marchés ".

Ces marchés sont-ils rationnels ? Comment peuvent-ils nous expliquer qu'il est encore possible de faire de la croissance alors qu'ils éliminent tous les moyens pour y parvenir ?

Avec les dégradations successives des notations des Etats qui augmentent le poids des intérêts et bloquent toute politique économique, avec des taux d'intérêts nettement supérieurs à tous les taux de croissance envisageables, les marchés réagissent à la crise mais sont incapables de proposer des politiques cohérentes. Comment peuvent-ils ainsi se rassurer eux mêmes ? Sont-ils aveugles ou schizophrènes à ce point ? Nous ne pouvons guère attendre d'eux les solutions et la politique doit se remettre en marche.

Mais faut-il encore faire de la politique comme avant ? C'est une question primordiale que les citoyens doivent imposer car la situation est la conséquence du comportement de nos politiques, historiquement et d'autant plus actuellement. Cette crise doit nous obliger à refonder nos institutions nationales et européennes et le chantier est vaste.

Cette crise doit nous mobiliser, au travers de " l'audit citoyen sur la dette ", pour évacuer la partie illégitime de nos dettes, pour rechercher les responsabilités politiques et les sanctionner si nécessaire. Tout ceci ne sera pas fait d'ici les élections, mais une mobilisation très forte des citoyens, imposant un rapport de force aux candidats et leur imposant des engagements clairs, sera seule susceptible de nous faire prendre la bonne direction.

Dans cette affaire, Attac et tous ses militants, auront un rôle essentiel à jouer, en particulier par la capacité de coordonner, de rassembler et de faire de l'éducation citoyenne pour informer.

Tous les militants seront donc à pied d'œuvre en 2012 pour défendre les combats que nous avons engagé depuis 14 ans et qui ont montré la justesse des analyses.

En vous renouvelant nos meilleurs vœux, faisons en sorte d'être plus nombreux en 2012 qu'en 2011. Augmentons le nombre de nos adhérents et militants par nos actions quotidiennes sur le terrain et dans nos discussions personnels autour de nous.

Pour une année de changement …

Soyez nombreux à notre assemblée générale qui aura lieu à Rochefort le 20 février à 19 H.

daniel chuillet

sommaire

2 rapport financier
2 rapport moral
3 brèves
4 débat : combattre la politique spectacle
5 documents pour l'assemblée générale d'Attac 17 du 20 février
6 bulletin d'adhésion 2012

rapport financier 2011

La baisse du nombre d'adhérents s'est poursuivie en 2011, quoique de moindre importance qu'en 2010 (4,8% contre près de 15% en 2010). Le nombre d'adhérents à Attac 17 est, en revanche, passé de 60 à 70 (+16,6%), le pourcentage de membres adhérents aux deux organisations Attac France et Attac 17 passant de 48,4 à 56,4% (60,3% en 2009).

Les recettes d'Attac 17 s'élèvent à 2 546,54€, supérieures à celles de 2010 (2 380,06), soit + 7%. Les ristournes du national au titre de 2011 sont à la baisse (- 5%), au contraire des cotisations Attac17, à la hausse (+ 26%). La cotisation moyenne est en augmentation de 7,95%.

Le résultat opérationnel demeure positif à hauteur de 177,59€ (7%) contre 362,76€ en 2011 (15,2%). La baisse de l'excédent est surtout la conséquence de l'augmentation, dans les charges, des frais engagés pour les manifestations : 1 085,55€ au lieu de 444,76€, alors que d'autres postes de charge sont orientés à la baisse (journal, fonctionnement).

Il appartient toujours à l'association de s'efforcer de fidéliser ses adhérents : 23 adhérents perdus en 2011. Le suivi des adhérents, tant au niveau départemental que des groupes, s'avère donc encore une fois une priorité pour l'exercice engagé.

michel Le Creff (trésorier)

rapport moral 2011

Après élection du nouveau bureau, Attac 17 devait relever le défi de créer une nouvelle dynamique dans l'ensemble du département pour faire face aux enjeux de la société : enjeux dus aux élections à venir, aux conséquences de la dette publique et les politiques d'austérité imposées .

Le combat d'Attac est de permettre aux citoyens de s'approprier ces dossiers par une éducation citoyenne et lutter contre la politique libérale qui s'est mise en place depuis plusieurs années en France, en Europe et dans le monde. Cette politique est menée par la finance au détriment des peuples.

Bien que l'action d'Attac ait pu se développer dans de nombreux domaines (citoyenneté, nanotechonologies, institutions internationales, réforme territoriale, climat et finances…),,nous avons pensé que notre action devait se focaliser sur les dossiers liés aux élections et qui pourraient être occultés par les médias et les politiques : la construction européenne et le rôle de l'euro, le pacte de compétitivité et son enjeu démocratique(imposé aux peuples), la dette publique, les services publics et la dégradation du rôle de l'état.

Le nombre limité d'adhérents ne nous a pas permis d'être sur de nombreux dossiers à la fois et notre souci a été de développer notre présence dans le département en particulier sur certaines villes (Saintes par exp) afin d'attirer de nouveaux militants pour diffuser nos analyses et nos critiques. Pour cela un effort des comités locaux existants et fonctionnant bien a été nécessaire pour mener des actions dans d'autres lieux ; conférences (par des personnalités connues ou par des militants maitrisant certains sujets) et nous aurons en 2012 la nécessité d'aller un peu plus loin. Nous avons entamé cette année des actions et des conférences dans des villes comme St Pierre d'Oléron et nous les poursuivrons dans d'autres villes en 2012 à partir des contacts pris cette année.

notre souci a été de développer notre présence dans le département, en partenariat avec d'autres associations, afin d'attirer de nouveaux militants

Nous avons d'autre part développé nos partenariats avec d'autres associations et en particulier lors de rencontres à Saintes lors des Etats Généraux pour un Monde Vivable.

Notre objectif a été de se rapprocher le plus possible de nos militants et de développer le nombre d'adhésions. C'est un travail de longue haleine et nous aurons un gros effort à faire en 2012. Ce ne sera possible que par un grand dynamisme de notre part sur le terrain.

L'objectif a été de mieux mutualiser les savoirs et les dossiers ainsi que de partager la création de supports pour la tenue de stands lors d'événements (affaire à poursuivre).

Un grand travail a été engagé pour améliorer notre journal : présentation et articles et nous devons remercier ceux qui font ce travail difficile. Toute critique est bienvenue, mais chacun peut apporter sa contribution aux articles et à la distribution d'informations pour tous les comités locaux.

Attac 17 a repris plus de contact avec le national par une présence plus régulière aux CNCL et des militants ont été présents à l'AG nationale à Rennes et à la réunion européenne à Fribourg

Attac 17 continuera ses relations avec les associations départementales travaillant sur des dossiers communs et complémentaires pour mutualiser les actions et répartir les efforts.

compte tenu des enjeux de société à venir, nous aurons comme objectif un combat permanent sur tous les dossiers locaux et nationaux

Compte tenu des enjeux de société à venir, Attac 17 aura pour objectif un combat permanent sur tous les dossiers locaux et nationaux et se devra d'interpeller les politiques chaque fois que cela sera possible (Agenda 21, politique régionale avec les Attac des autres départements…)

L'année 2011 nous aura permis de nous remettre en mouvement et les circonstances présentes vont nous conduire à plus de militantisme. Nos analyses passées et présentes nous donnent une légitimité accrue qui doit nous permettre de renforcer notre nombre mais qui doit aussi nous interroger sur l'accueil que nous réservons à de nos nouveaux adhérents par l'écoute et la transmission des informations (livret d'accueil…)

Nous attendons de votre part des critiques et suggestions lors de notre assemblée générale afin d'ouvrir un débat utile à notre association pour la faire vivre.

Merci à tous pour l'énergie dépensée pendant cette année 2011

daniel chuillet (président)

débat : combattre la politique spectacle

Le spectacle occupe une place croissante dans nos existences. Celui-ci est tellement omniprésent dans notre vie quotidienne, notamment par le biais des médias, que le constat de l'émergence d'une société du spectacle formulé dès 1967 par Guy Debord paraît plus que jamais pertinent. Dans celle-ci, il est bien difficile de résister à l'injonction permanente (en dehors du travail bien sûr) au divertissement ou à la légèreté qui lui est consubstantielle .

La sphère politique illustre indubitablement cette prégnance sans cesse renforcée du spectacle dans notre société, ce qui a donné lieu au concept de politique spectacle explicité par Régis Debray et incontestablement l'affaire DSK symbolise-t-elle tous les aspects les plus négatifs de celle-ci.

Certes, le spectacle est une composante incontournable de la politique, mais son instrumentalisation par le capitalisme et son exacerbation contribuent à dévoyer la chose publique, avec de nombreux effets délétères associés. En effet, cette politique spectacle, qui peut être définie comme une mise en scène excessive de la politique et de ses protagonistes, visant à divertir le peuple ainsi qu'à transformer les dirigeants en stars renforce le néolibéralisme dans la mesure ou elle implique la dépolitisation des masses et accroit leur aliénation, à fortiori chez les individus les plus dépourvus de capital culturel. Ceci entretient la résignation et le sentiment d'impuissance face au système en vigueur, puisque la politique spectacle se polarise sur la vie privée des représentants ou sur les dimensions les plus caricaturales de leurs oppositions et occulte donc les débats de fond. La primauté de cette conception galvaudée de la politique rend donc peu audibles les projets de société alternatifs.

Cette politique spectacle amplifie aussi l'individualisme négatif, c'est-à-dire un repli sur la sphère privée caractérisé par une prégnance excessive de l'esprit consumériste, qui s'accompagne d'une fascination croissante pour les personnalités les plus narcissiques (exp. Sarkozy ou Strauss-Kahn) incarnant de par leur pouvoir, leur prestige, leur richesse mais aussi leur personnalité l'idéal de réussite véhiculé par le capitalisme néolibéral. Elle s'inscrit donc indéniablement pour ces raisons dans le processus de fabrication de " l'individu néolibéral ".

La politique spectacle engendre également un appauvrissement de la démocratie puisqu'elle contribue à la dépolitisation de la majeure partie de la population pour les raisons qui ont été évoquées. De plus, elle va indiscutablement à l'encontre du sentiment d'appartenance à une communauté de citoyens, à laquelle se substitue une masse atomisée de spectateurs, téléspectateurs, etc, figures emblématiques d'une société d'hyperconsommation incompatible avec l' approfondissement de la démocratie.

En affaiblissant l'intérêt pour la chose publique et pour les débats d'idées, cette politique spectacle tend également à favoriser les partis extrémistes de droite (FN), ceux-ci instrumentalisant l'exaspération qu'elle suscite chez une partie des électeurs.

Enfin, elle déresponsabilise le citoyen et entrave donc l'appropriation de la politique par celui-ci, condition sine qua non d'une accentuation de la démocratie.

Si l'on s'intéresse particulièrement à la France, les élections de 2012 s'annoncent une nouvelle fois dominées par la politique spectacle, phénomène probablement aggravé dans notre pays par la sacralisation de l'élection présidentielle. Or, la résistance à cette primauté du spectacle dans le domaine de la politique est difficile à combattre puisqu'elle est sans cesse amplifiée par les médias et s'avère en adéquation avec la figure de l'individu hyperconsumériste fabriqué par le capitalisme contemporain. Ceci tend à ringardiser ceux et celles qui prônent une approche plus constructive de la politique .

Nous avons néanmoins le devoir de nous insurger contre cette perversion de la politique en dénonçant fortement ses effets multiples. Cette posture est impérative tant pour déconstruire les piliers de l'idéologie néolibérale (celle-ci exaltant l'hyperconsommation, l'hypernarcissisme, l'hyperindividualisme et le règne de l'argent qui sont au cœur de la politique spectacle), que pour envisager un approfondissement de la démocratie, afin de bâtir une société plus solidaire, dans laquelle la politique ferait prévaloir la recherche du bien commun au détriment d'une apologie de la réussite individuelle qui consolide les oligarchies politiques, économiques et médiatiques.

emmanuel savouret

Si les politiques préfèrent le spectacle aux idées, c'est qu'ils savent très bien qu'ils n'ont plus les moyens de mettre en place quoi que ce soit, pour la bonne et simple raison qu'ils se sont laissés déposséder du pouvoir que le peuple pense toujours leur déléguer grâce à la démocratie. Donc dénoncer la politique spectacle c'est très bien, si aussitôt on dénonce l'impuissance politique, cette dernière n'étant pas la cause de la politique spectacle, mais celle de l'abdication devant l'européanisation, la mondialisation, voir l'internationalisation. Par conséquent, il conviendra alors de ne plus seulement exposer au pilori l'extrême droite, mais aussi l'extrême gauche...

" Envisager un approfondissement de la démocratie " me parait donc prématuré pour la présidentielle 2012, puisqu'il s'agit déjà de la recouvrer, la démocratie ! La politique spectacle n'est donc pas l'arbre qui cache la mise en œuvre du néolibéralisme, mais celui qui cache l'impuissance politique des démocraties, impuissance qui, elle, explique la prégnance du néolibéralisme. Vous pouvez en finir avec la politique spectacle qu'il restera encore l'impuissance politique nationale, les démocraties étant contraintes par des traités internationaux, lorsqu'elles ne sont pas directement infiltrées par les suppôts de Goldman Sachs.

Il me semble que ces précisions étaient nécessaires afin de bien saisir la nature du problème. De plus, contrairement à ce qui est écrit (à plusieurs reprises), l'hyperconsommation ne me semble pas une priorité à dénoncer lorsque ceux qui vont voter Le Pen sont justement ceux qui finissent le mois dans le rouge, et ce alors que la plupart d'entre eux se contentent de fréquenter les magasins discount. L'exaspération qui conduit au vote extrémiste a une origine qui se rapproche plus du domaine de la survie que de celui de l'affaiblissement de " l'intérêt pour la chose publique et pour les débats d'idées ".

fabrice restier

S

brèves

Sur 43.000 Entreprises TransNationales 1348 sont très interconnectées (connection moyenne avec 20 autres) et engrangent 20% de revenus des opérations globales et une « super-entité » de 147 ETN complètement connectées les unes avec les autres et qui controlent 40 % de toute la richesse de l'ensemble du reseau. Parmi les 20 premières, Barclays, JP Morgan Chase et Goldman Sachs.

Travaux mathématiques réalisés par une équipe de d'analystes de systèmes complexes de l'Institut fédéral Suisse de Tehnologie à Zurich, une telle configuration est, selon ces chercheurs, par nature instable. " Si l'une des compagnies est en détresse, cela se propage ". On s'en serait douté, depuis Lehman !

susan george

Notre combat n'est pas seulement celui de la Grèce, il aspire à une Europe libre, indépendante et démocratique. Ne croyez pas vos gouvernements lorsqu'ils prétendent que votre argent sert à aider la Grèce. (…) Leurs programmes de « sauvetage de la Grèce » aident seulement les banques étrangères, celles précisément qui, par l'intermédiaire des politiciens et des gouvernements à leur solde, ont imposé le modèle politique qui a mené à la crise actuelle. Il n'y pas d'autre solution que de remplacer l'actuel modèle économique européen, conçu pour générer des dettes, et revenir à une politique de stimulation de la demande et du développement, à un protectionnisme doté d'un contrôle drastique de la Finance. Si les Etats ne s'imposent pas sur les marchés, ces derniers les engloutiront, en même temps que la démocratie et tous les acquis de la civilisation européenne. La démocratie est née à Athènes quand Solon a annulé les dettes des pauvres envers les riches. Il ne faut pas autoriser aujourd'hui les banques à détruire la démocratie européenne, à extorquer les sommes gigantesques qu'elles ont elles-mêmes générées sous forme de dettes.

Si les peuples d'Europe ne se lèvent pas, les banques ramèneront le fascisme.

mikis théodorakis

www.historiographie.info

Reconstruisons le code du travail, ses durées légales, maximales, contrôlées, et contrôlables ! Pendant 160 ans, l'histoire du code du travail a été celle de la réduction du temps de travail. Il a fallu 80 ans entre 1840 et 1920 pour passer de la journée de 17 h à celle de 10 h. Il fallut 70 ans entre 1936 et 2002 pour passer de la semaine de 40 h à celle de 35 h. Et en 70 ans, on a prouvé en pratique, dans la vie réelle, que l'on pouvait à la fois faire quatre choses : produire plus, avoir plus d'emploi, gagner plus et travailler moins longtemps. Il a fallu que depuis 8 ans des intégristes néolibéraux dangereux veuillent faire tourner la roue de cette histoire à l'envers. Ils échouent à 4 510 000 chômeurs. Restaurons le droit du travail, c'est la civilisation, la dérégulation du droit du travail comme celle des bourses et de la finance, c'est la catastrophe, c'est un crime économique. Le droit DU travail, c'est du droit AU travail.

gérard filoche

Il ne faut jamais sous-estimer l'extrême droite.
Ce qu'il s'est passé le 23 juillet 2011 sur l'ile norvégienne d'Utoeya où un groupe de jeunes gens a été massacré par un membre de l'extrême droite est d'une gravité sans précédent en Europe ces dernières décennies. C'est l'avenir d'un groupe politique qui a été explicitement visé au travers de cette action. Un membre de l'extrême droite a supprimé ce qu'il y avait de plus brillant, de plus motivé, de plus prometteurs dans le mouvement de la jeunesse progressiste et démocrate de la Norvège. Cet acte ne doit pas être considéré comme un accident. Il est plutôt l'expression de la violence des groupes fascistes pour qui la destruction de la démocratie est un objectif primordial. En Norvège, en France et partout dans le monde, l'extrême droite doit être dénoncée, même lorsqu'elle se cache derrière de jolies femmes pour la violence que recèlent, au fond, ses idées et ses buts.

olivier piel

contacts

Marennes Oléron	François Bonnes	05 46 87 39 29
La Rochelle	Daniel Guérin	05 46 00 29 94
	Claude Trotin	05 46 56 80 70
Saintes	Marcel Courraud	05 46 90 04 76
Rochefort	François Bonnes	05 46 87 39 29
	Yannick Humbert	05 46 97 17 98
St. Jean d'Angély	Marie-Noëlle Barreau	05 46 32 10 92
Royan	Jean-Claude Garrandeau	05 46 39 20 34

réunions des groupes locaux

Rochefort	1er mardi du mois
La Rochelle	3ème lundi du mois

cafés repaire

Rochefort	3ème jeudi du mois à 18h30 au café Le bal des oiseaux
La Rochelle	4ème vendredi du mois à 19h au restaurant La petite marche, rue des 3 fuseaux

comité de rédaction : F. Bonnes, D. Guérin, F. Restier - Responsable de publication : Daniel Guérin
attac 17 - 40 bis rue Jean Jaurès 17300 - Rochefort - attac17@attac.org - http://www.attac.org/attac17/